

Questions orales

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêcheries)): Monsieur l'Orateur, durant cette conférence, j'ai cru à un moment donné que le député avait démissionné pour se joindre aux journalistes. J'étais très heureux de le voir assister à la conférence.

Néanmoins, en réponse à cette très importante question, je dois dire que je n'ai pas encore reçu de rapport sur le résultat des inspections à bord des navires. Je vais m'en informer afin de pouvoir renseigner le député.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**LES MESURES GOUVERNEMENTALES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION**

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Ma question s'inspire du fait que les dépenses annuelles du gouvernement fédéral ont plus que doublé en six ans, passant de 12 milliards à plus de 26 milliards de dollars. Comme le président du Conseil économique du Canada a déclaré que l'inflation chez nous était attribuable, pour une large part, au double emploi et au gaspillage dans les dépenses du gouvernement fédéral, le ministre nous dirait-il, primo, quand le gouvernement fédéral va-t-il imprimer une direction à la lutte contre l'inflation et secundo, quand le ministre des Finances va-t-il présenter à la Chambre des communes le programme précis du gouvernement pour terrasser l'inflation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député était ici le soir de la présentation du budget et il a entendu mon exposé détaillé là-dessus. Le président du Conseil économique a également parlé d'évolution structurale dans le coût de l'énergie, le coût des aliments et des autres facteurs déterminants de l'inflation au pays et ailleurs.

M. Grafftey: Comme le ministre a lui-même déclaré que le gouvernement s'était davantage soucie du problème de la récession dans le budget, n'entend-t-il pas présenter ultérieurement à la Chambre un programme précis pour juguler l'inflation par opposition aux mesures visant à prévenir la récession qu'il a présentées dans le budget cette année?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce n'est pas tout à fait ce que j'ai dit le soir du budget. J'ai dit qu'il y avait deux problèmes intimement liés, celui de l'inflation et celui de la menace d'une récession, et je m'y suis attaqué en recommandant pour l'année 1975-1976 un stimulant sous forme d'un déficit de recettes atteignant 3 milliards de dollars, en grande partie réalisé par des réductions d'impôts tant au niveau des ventes des sociétés que du revenu des particuliers, ce qui assurerait ce stimulant sans accroître l'inflation. Autrement dit, j'espère produire un stimulant pour nous protéger contre la menace de récession, mais en évitant le plus possible l'inflation.

[M. Carter.]

LA FONCTION PUBLIQUE**LA GRÈVE DES INSPECTEURS DES GRAINS—DEMANDE DE MESURES PRÉVOYANT LA REPRISE DU TRANSPORT DES CÉRÉALES**

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à d'autres, mais a trait au transport du grain qui ne s'effectue pas actuellement. Elle découle des instances que m'ont présentées ce matin même les engraisseurs de ma région. Je la poserai au premier ministre; peut-être pourra-t-il faire quelque chose à ce sujet avant de partir pour Washington.

Parce que la grève des inspecteurs de grain se poursuit, les commandes de grain et de provendes pour le bétail et la volaille placées à l'élevateur de Prescott par les engraisseurs de notre région de l'Ontario ne sont pas honorées ou le sont en partie, ou sont interrompues. Vu les répercussions néfastes de cette situation, le premier ministre voudra-t-il insister pour que le transport du grain reprenne dans les plus brefs délais possibles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député reprend une question qui a été posée plus tôt cet après-midi. La Chambre sait que des réunions se tenaient ce matin et que nous espérons voir régler très rapidement cette grève. Nous devons certes informer la Chambre dès demain si la situation évolue au cours de la journée.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-FORD—DEMANDE DE PRÉSENTATION D'INSTANCES RELATIVES À L'ABANDON DU PROJET DE DÉRIVATION GARRISON**

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A l'occasion de sa visite à Washington, insistera-t-il le plus énergiquement auprès du président Ford pour qu'il suspende tous les travaux du projet de dérivation Garrison dans le Dakota du Nord, à cause du grave danger de pollution et d'inondation qu'il représente pour le Manitoba?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'oublierai certainement pas l'instance du député. D'ailleurs, le gouvernement fédéral s'intéresse de très près à cette question. Comme nous l'a rappelé le député de Prince Edward-Hastings, les entretiens seront plutôt brefs et je ne peux promettre d'aborder chaque question qui intéresse le Canada et les députés.

M. McKenzie: Peut-être le secrétaire d'État aux Affaires extérieures restera-t-il plus longtemps à Washington. En raison de la grave pénurie d'eau aux États-Unis, le premier ministre ou le ministre vont-ils persuader le président Ford qu'il ne serait que logique de détourner l'eau du projet Garrison pour répondre aux besoins des États-Unis?